

# L'indifférence des bourreaux

*par Sabine Delzescaux*

---

**Comment expliquer le consentement des exécutants aux meurtres de masse ? Les réponses classiques ne satisfont pas le psychiatre et anthropologue Richard Rechtman, qui reprend la question sous l'angle de la « thanatopolitique ».**

---

À propos de : Richard Rechtman, *La vie ordinaire des génocidaires*, CNRS Editions, 2020, 265 p., 19 €.

Que peut-il y avoir d'*ordinaire* dans la vie d'un génocidaire dont l'activité principale et quotidienne est tout entière tournée vers le meurtre à grande échelle de ses congénères ? Peut-on d'ailleurs conserver à un tel être *sa qualité d'homme* ou bien doit-on considérer, comme le fait dire Camus, dans *Le premier homme*, au personnage d'Henri Cormery découvrant avec sidération la dépouille d'un camarade zouave dont le sexe a été tranché et glissé dans la bouche, qu'un « homme ne fait pas ça » parce qu'« un homme, ça s'empêche » (Camus, 1994, p. 78) ? Dans le livre qu'il consacre à la *vie ordinaire des génocidaires*, le psychiatre et anthropologue Richard Rechtman donne à ces deux interrogations une réponse sans détour : l'*ordinaire* dans la vie du génocidaire, c'est l'*administration de la mort* et ceux qui consentent à cette violence extrême et s'en font les exécuteurs directs sont bien des hommes qui, dans leur grande majorité, apparaissent eux-mêmes *ordinaires*, c'est-à-dire ni pervers, ni monstres, mais simplement animés d'une volonté de bien faire le travail pour lequel ils ont été recrutés. Cet *ordinaire* pourtant, parce qu'il résiste à la compréhension, appelle une exploration minutieuse, rigoureuse, mais aussi impartiale si l'on entend par-là qu'il ne s'agit pas de juger a priori du caractère « inhumain » des meurtres de masse, mais de rendre compte de leur statut de *fait social total*. C'est là l'objet du livre de R. Rechtman qui, à travers l'auscultation des *formes de vie* les plus quotidiennes des hommes et des femmes « qui acceptèrent d'apporter leur concours aux régimes les plus dévastateurs de l'histoire récente » (p. 52), entend déployer une anthropologie générale

capable de cerner au plus près les conditions sociales et politiques qui ont présidé aux acceptations individuelles d'administrer la mort.

## Archéologie de l'administration génocidaire

La question de savoir ce qui rend possible l'exercice non pas de *la* violence mais *des* violences, quelles qu'elles soient, se repose continuellement et avec plus de force encore lorsqu'il s'agit des violences les plus extrêmes comme le sont les exterminations de masse. Le champ de recherche portant, dans les sciences sociales, sur ce sujet est très documenté et bien que l'ouvrage de R. Rechtman s'y inscrive de plain-pied, la perspective qu'il adopte se signale, toutefois, par la singularité de sa démarche méthodologique et des voies interprétatives ouvertes. Les sources documentaires qu'il mobilise sont plurielles : travaux de recherche, archives du Tribunal Pénal International, archives relatives à différents procès, documentaires, romans, autobiographies. Sa connaissance de l'objet découle cependant et avant toute chose de sa *pratique clinique* en tant que psychiatre et des consultations psychiatriques qu'il a assurées auprès de réfugiés, de victimes de génocides et d'anciens tortionnaires exilés originaires pour la plupart du sud-est asiatique et, dans la période plus récente, auprès de réfugiés et demandeurs d'asile originaires du Moyen-Orient.

L'analyse de l'*intentionnalité génocidaire* (p. 30) qu'il déploie a pour objet premier les *traces* contenues dans les récits, les comportements, les symptômes ou encore les silences des victimes et/ou des bourreaux reçus en consultation. C'est à travers ces *traces* que l'anthropologue parvient à saisir l'économie quotidienne de l'administration génocidaire. Ce qu'elles dévoilent en creux, c'est la *trame* d'une *histoire* proprement *collective* et transnationale. L'administration de la mort, ainsi qu'il le met en évidence, reste, en dépit des spécificités culturelles qu'elle peut revêtir, structurellement la même quel que soit l'espace national dans lequel elle se déploie. Toute *thanatopolitique* repose, autrement dit, sur la participation effective d'exécuteurs dont le quotidien est entièrement dévolu à la gestion de la mort depuis la sélection des catégories de population à exterminer jusqu'au traitement des cadavres à faire disparaître. Qui sont ces exécuteurs, quels sont leurs profils et leurs caractéristiques ? Pourquoi acceptent-ils de perpétrer des meurtres de masse ? La figure de bourreaux qu'ils incarnent reste, à bien des égards, énigmatique et, ainsi que le donne à voir R. Rechtman à travers les sources qu'il mobilise, cet ensemble de questions hante la plupart des champs disciplinaires contenus dans les sciences sociales qu'il s'agisse de la philosophie, de l'histoire, du droit, de la psychologie ou encore de l'anthropologie et de la sociologie. Bien que les réponses qui lui sont apportées soient de nature diverse, trois voies interprétatives dominant : celle qui prête au bourreau les traits du sadique assoiffé de sang et fait de lui un monstre, celle qui voit en lui le symptôme d'un effondrement civilisationnel et celle, en dernière instance, qui l'apparente à un homme ordinaire rattrapé par un nouvel ordre moral essentiellement mortifère.

## Trois figures à déconstruire

La figure de bourreau déagée de toute humanité fascine autant qu'elle répugne. Les analyses de R. Rechtman recourent, sur ce point, celles que le sociologue allemand Wolfgang Sofsky développe à propos du meurtrier Gille de Rais, accusé en 1440 d'avoir assassiné plus de cent quarante enfants. Pour cet aristocrate, membre de la noblesse chevaleresque, la violence, écrit W. Sofsky « était un programme de vie » (Sofsky, 1998, p. 44). Si la cruauté n'est jamais exempte de rationalité et de méthode et si elle s'accommode fort bien de l'habitude et du rituel, ce dernier n'est là, dit W. Sofsky, que pour offrir « un cadre au déchaînement de la passion » (*ibid.*, p. 52). La description qu'il fait de l'exercice de la *violence absolue* met l'accent sur son caractère passionnel et sur la jouissance que procure au meurtrier le sentiment de se rendre en quelque sorte « maître de la mort » (*ibid.*, p. 56). Pour R. Rechtman, l'existence de figures aussi paradigmatiques de la cruauté et de la perversion ne fait aucun doute, les régimes génocidaires pouvant, selon toute vraisemblance, en potentialiser l'émergence. Mais il rappelle que la « somme de toutes leurs actions criminelles n'égalera jamais le nombre ahurissant de victimes qui ont été exécutées au cours des différents processus d'extermination de masse depuis la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle » (p. 81). L'étude des conditions sociales dans lesquelles s'opèrent quotidiennement les meurtres de masse montre que ces figures relèvent davantage d'un imaginaire nourri par les œuvres fictionnelles que du mode de fonctionnement concret de l'administration génocidaire, d'où la nécessité de leur déconstruction.

Autre figure de bourreau difficile à déconstruire, celle qui en fait l'incarnation d'un retour à la barbarie. L'analyse que déploie R. Rechtman ramène, ici, le lecteur au cœur de la théorie freudienne des pulsions, mais aussi de la culture. L'argument emprunté à la psychanalyse selon lequel il existerait chez l'homme une « potentialité psychique » susceptible de nourrir son appétence pour la guerre est, contre toute attente, récusé par la psychanalyse. Non qu'il ne faille pas reconnaître la nature pulsionnelle des êtres humains, mais de là à imputer les exactions les plus brutales commises en temps de guerre au seul instinct d'agressivité, il y a un pas que, à l'instar de Freud, R. Rechtman se refuse à franchir. Plus que les pulsions elles-mêmes, ce sont leur intrication qu'il faut considérer et si droit et violence sont indissolublement liés, il est toujours bien difficile de savoir dans quel sens œuvre leur liaison. La lettre que Freud adresse en septembre 1932 à Albert Einstein sur les moyens à mettre en œuvre pour lutter contre « l'appétit politique de puissance » et « le besoin de haine et de destruction » qui semblent irrémédiablement animer les hommes<sup>1</sup>, est, de ce point de vue, extrêmement éclairante. Si Freud confirme bien l'existence d'une dualité des pulsions chez l'homme, celle-ci ne saurait être ramenée à celle que recouvrent les notions de bien et de mal. Le destin des pulsions, rappelle-t-il, est toujours incertain, et quoi que les pulsions de destruction puissent indubitablement contribuer à la guerre, elles peuvent, non moins indubitablement, œuvrer à de nobles causes. À l'inverse, les pulsions de conservation subsumées sous le terme d'*Eros* peuvent se mettre au

---

<sup>1</sup> Les deux formulations émanent d'Einstein qui était mandaté par la Société des Nations (SDN) et qui, en juillet 1932, avait adressé à Freud une lettre pour solliciter son avis sur ces questions.

service des buts les plus cruels. S. Freud rappelle également dans cette missive que le surmoi est aussi considéré, dans la théorie psychanalytique, comme un dérivé de l'instinct d'agression retourné vers l'intérieur. Il œuvre bien à la régulation des pulsions, conformément au « développement de la culture », mais il peut tout aussi bien prendre une forme parfaitement mortifère et destructrice. C'est là un point central dont R. Rechtman ne méconnaît pas la portée : l'interprétation des meurtres de masse comme symptôme d'un retour à la barbarie ne peut donc être retenue. Que le développement de la culture puisse entraver et réguler les pulsions destructrices et contribuer au développement d'un ethos pacifiste est incontestable pour Freud. Mais les « transformations psychiques » auxquelles ce développement aboutit, de même que l'« intolérance constitutionnelle » qu'il produit vis-à-vis de la guerre, ne sauraient masquer le fait que « son aboutissement est incertain » (S. Freud et A. Einstein 1989, p. 285). Si procès de civilisation il y a, comme le soutient notamment le sociologue Allemand Norbert Elias, il ne saurait être abordé sous le seul angle de la pacification des mœurs et on peut penser que Freud aurait récusé, de la même manière que le fait R. Rechtman, l'hypothèse de N. Elias selon laquelle les meurtres de masse perpétrés sous le régime national-socialiste correspondraient à un *effondrement de la civilisation* (Elias, 1989). Postuler, comme le fait ce dernier, que ces meurtres correspondent à une *régression vers la barbarie* revient, en l'occurrence, à placer le processus de civilisation exclusivement sous la bannière d'*Eros* et à ignorer le fait que le Surmoi peut toujours verser dans la férocité la plus extrême. C'est ce qu'illustre l'administration génocidaire dont R. Rechtman montre qu'elle relève d'une organisation très rigoureusement orchestrée qui suppose une maîtrise de soi de tous les instants. La description minutieuse qu'il fait de cette administration montre que les hommes et les femmes qui exécutent les meurtres de masse ne sont pas purement rendus à leurs pulsions archaïques. Leurs instances surmoïques sont bien toujours opérantes et la conscience qu'ils possèdent de l'acte de tuer reste claire. Simplement, les objets, au quotidien, de leurs préoccupations ne concernent nullement les victimes, qui ne sont d'ailleurs jamais catégorisées comme telles, mais bien plutôt la parfaite réalisation de la logistique qui structure l'entreprise génocidaire. Faut-il pour autant ramener la figure du bourreau à celle de l'homme ordinaire ? R. Rechtman ne le pense pas.

L'hypothèse d'une réduction à *l'état agentique* (Milgram, 1974) d'hommes ordinaires qui seraient ainsi amenés à perpétrer, dans des circonstances particulières, des meurtres de masse ne lui semble pas devoir être retenue. Dans les pages qu'il consacre à cette question, R. Rechtman revient sur les voies de compréhension ouvertes par Hannah Arendt sur la *banalité du mal* et par Christophe Browning sur la thèse *situationniste*. Leurs travaux respectifs mettent en relief la force d'emprise que les systèmes totalitaires exercent sur les individus et montrent bien comment ces régimes procèdent pour légitimer l'extermination de groupes entiers de population. Pour R. Rechtman, la fécondité heuristique de leurs analyses n'est plus à démontrer et s'il se montre particulièrement sensible à l'analyse déployée par H. Arendt dans *Eichmann à Jérusalem*, c'est qu'en mettant l'accent sur la médiocrité d'Eichmann et en lui retirant « toute monstruosité ontologique », elle faisait de lui « un justiciable fondamentalement responsable de ses actes »

(p. 91). C'est là un point névralgique que la thèse situationniste n'éclaire que partiellement. Certes, cette thèse montre bien comment les régimes totalitaires procèdent pour légitimer l'extermination de groupes entiers de population. Les processus d'inversion des normes et de compartimentation sociale qu'ils actionnent servent bien de socle aux meurtres de masse et la « distribution délibérément inégalitaire des droits » (p. 104), de même que la dégradation sociale qui s'ensuit des personnes placées dans le compartiment à éliminer confèrent effectivement à ces meurtres un caractère licite. La réduction à l'état agentique, qui correspond, dans la pensée de Stanley Milgram, à « la condition de l'individu qui se considère comme l'agent exécutif d'une volonté étrangère par opposition à l'état autonome dans lequel il estime être l'auteur de ses actes » (Milgram, 1974, p. 167) apporte des éclairages sur le processus par lequel un homme peut se défaire de sa responsabilité et se soumettre à l'autorité d'un supérieur hiérarchique. Cela étant, même complétée par cette analyse, la thèse situationniste échoue à rendre véritablement compte « des conditions sociales et individuelles qui permettent à des hommes d'être globalement indifférents à la mort des autres » (p. 132).

## Consentir ou pas

La question de fond que posent les meurtres de masse est celle de la responsabilité des exécuteurs et leur acceptation à devenir les petites mains de l'administration de la mort. On les trouve rarement sur le banc des accusés davantage réservé aux ordonnateurs comme le montrent les exemples cambodgien et indonésien (p. 40). Pourtant, ce sont eux les « rouages essentiels » de la *thanatopolitique* mise en œuvre par les régimes génocidaires, leur acceptation en étant même la condition *sine qua non*. R. Rechtman s'intéresse moins à leurs profils et leurs motivations, toujours singuliers et multiples, qu'à la *forme de vie* à laquelle les voue leur consentement inconditionnel. Ce dernier entend, par là-même, ressaisir, dans toutes ses dimensions, l'ordinaire de la vie de ces hommes entièrement ordonnée à la gestion désaffectivée et routinisée de la mort. « Parler des formes de vie consiste d'abord et avant tout, nous dit R. Rechtman, à décrire l'univers langagier, le voisinage, les pratiques et les représentations » (p. 198). L'exploration à laquelle il procède, et qui prend notamment appui sur l'exemple du Cambodge où le régime khmer rouge a exterminé entre 1975 et 1979 plus du quart de la population, fait pénétrer le lecteur dans ce que la psychanalyste Nathalie Zaltzman qualifiait, pour sa part, de « néo-réalité ». Cette « néo-réalité » qui est tout à la fois « psychique et sociale » a pour caractéristique d'être « hermétique à tout esprit critique » (Zaltzman 2007, p. 109-110). Les gestionnaires de la mort, conformément à la politique du « faire mourir et ne pas laisser vivre » qui caractérise la *thanatopolitique*, y déploient au quotidien, et en toute conscience de leurs actes, un professionnalisme sans faille dont les principaux ressorts, ainsi que le montre R. Rechtman, sont l'acceptation de la tâche, fût-elle meurtrière, la disponibilité pour l'accomplir, un esprit consciencieux, organisé et persévérant pour la mener à son terme et rester conforme aux attendus des ordonnateurs.

Le très grand intérêt des réflexions que R. Rechtman expose au lecteur avec beaucoup de didactisme réside bien sûr dans ce qu'elles donnent à comprendre : à savoir que la destructivité de l'être humain peut s'exercer, dans des contextes politiques et sociaux qui l'encadrent et la soutiennent, sans compassion, ni identification, mais aussi sans ardeur, ni haine. L'indifférence est sa pièce maîtresse et ce n'est pas le moindre mérite de ce livre que de montrer comment elle se structure historiquement, politiquement, socialement, idéologiquement et singulièrement. Mais l'intérêt de ses réflexions tient aussi aux liens qu'il tresse avec les formes contemporaines de la violence djihadiste ramenée trop souvent aux seules questions de radicalisation, alors que les pratiques des exécuteurs sont à rapprocher, à bien des égards, de celles des meurtriers de masses. Là encore, c'est moins l'idéologie qui sert de soubassement à ces meurtres qu'à « la similitude des modalités de l'action criminelle » (p. 234) qu'il nous enjoint de considérer. Quelles que soient les motivations toujours à la fois plurielles et singulières des auteurs de massacres perpétrés au nom du Djihad, le fait est qu'ils acceptent de « participer à la forme de vie génocidaire » (p. 234), qu'ils se rendent disponibles pour cela et leurs « méthodes sont communes à toutes les administrations génocidaires de la mort et à tous les hommes qui leur apportent leur concours » (p. 235). Ainsi R. Rechtman ouvre un nouvel horizon de problématisation concernant cette violence aujourd'hui totalement déterritorialisée. En attirant l'attention sur ces dimensions, l'auteur n'entend pas seulement battre en brèche le cortège de stéréotypes et de soupçons qui pèsent sur les jeunes musulmans dont les autorités craignent le recrutement et le basculement brutal dans la violence terroriste et, plus largement, sur l'ensemble de la communauté musulmane. Il entend aussi déplacer le débat sur une autre question non moins névralgique : celle du soutien que la communauté internationale et les États nationaux sont prêts à apporter ou non aux hommes, aux femmes et aux enfants musulmans qui, tout en payant eux aussi le prix fort de cette violence, tentent par tous les moyens de l'endiguer. L'un de ces moyens consiste précisément à refuser de se rendre disponible pour « épouser une forme de vie génocidaire » (p. 249), mais ainsi que le rappelle R. Rechtman, le prix à payer, à ce jour, pour un tel refus est celui de la migration ou, plus exactement, et pour reprendre les termes du philosophe Étienne Tassin, d'une condamnation à n'être plus qu'un *expulsé du monde* (Tassin, 2018).

### Ouvrages cités

- Giorgio Agamben [2011], *De la très haute pauvreté. Règles et forme de vie*, trad. par Joël Gayraud, Paris, Rivages Poche Petite Bibliothèque, 2013.
- Charlotte Beradt [1981], *Rêver sous le III<sup>e</sup> Reich*, trad. par Pierre Saint-Germain, Paris, Petite Bibliothèque Payot, 2018.
- Albert Camus [1994], *Le premier homme*, Paris, Gallimard, 2016.
- Stanley Milgram, *Soumission à l'autorité*, trad. par Emy Moliné, Paris. Calmann-Lévy, 1974.

- Wolfgang Sofsky, *Traité de la violence*, trad. par. Bernard Lortholary, Paris, Gallimard, 1998.
- Étienne Tassin, « Condition migrante et existence humaine », *Nouvelle Revue de Psychosociologie*, n°25, 2018, p. 31-41.
- Nathalie Zaltzman, *L'esprit du mal*, Paris, Éditions de l'Olivier, 2007.

Publié dans [laviedesidees.fr](http://laviedesidees.fr), le 23 octobre 2020.